

*Coût de la vie*

qui devraient être suivis par une période de 18 mois à deux ans, selon moi, où ces changements seraient associés à certains principes de productivité et de changements des coûts.

Nous avons dit que ces mesures auraient été associées aux réductions d'impôt que j'ai mentionnées: suppression de la taxe de vente sur les matériaux de construction et de toutes les taxes sur les vêtements. Je ne vais sûrement pas m'en excuser. Je tiens à bien préciser qu'il n'est pas question de contrôles permanents. J'ai toujours cru et je crois encore que des contrôles permanents des prix détruiraient notre économie de marché et ne feraient que centraliser d'énormes pouvoirs entre les mains de quelques fonctionnaires, peut-être de quelques ministres à Ottawa.

J'ai dit également que je n'hésiterais pas à avoir recours à un système temporaire de contrôles afin de prévenir qu'une psychologie inflationniste ne se répande rapidement dans l'économie. Voilà ce que j'ai dit l'automne dernier et ce à quoi je continue de croire. Nous l'avons redit en février, alors qu'un blocage temporaire et qu'une série de contrôles temporaires étaient justifiés et nécessaires pour ralentir le rythme accéléré de l'inflation, rythme qui s'est maintenu depuis que nous avons fait cette proposition. Non seulement notre proposition aurait pu permettre d'empêcher une psychologie inflationniste de se répandre rapidement, mais elle aurait pu extraire certaines tendances inflationnistes de notre économie.

Voyons à quel point la situation s'est aggravée aujourd'hui. Dans l'intervalle, le gouvernement a repris son même vieux jeu de compromis. Les taux d'intérêt ont monté et l'assurance que manifeste le ministre des Finances au sujet du traitement préférentiel pour les emprunteurs canadiens, est absurde. D'autres ministres ont parlé des prix des aliments, des prix du logement et des vêtements en termes aussi ridicules. Il est bien beau de siffler dans le noir quand il fait noir, mais dans ce cas-ci, ils se mettent un bandeau sur les yeux en plein jour et sifflent en chœur.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Ce ne sont pas tous les députés de l'arrière-plan qui sifflent derrière les députés des premières banquettes, parce que du côté du gouvernement, l'exaspération augmente à cause de la suffisance du cabinet. Il y a environ un mois, le 10 mai, le député de Bruce (M. Whicher) a pris la parole et a proposé un système de contrôles à court terme. Il s'y connaît en matière d'agriculture et n'ignore pas les répercussions de contrôles sur l'agriculture. C'était au cours d'un débat précédent sur le coût de la vie, débat amorcé par mon parti. Il se peut fort bien qu'en temps opportun, cette tendance s'accroisse. Comme je le répète, avant bien longtemps, le ministre des Finances proposera la même chose sans doute, comme s'il avait inventé lui-même l'idée d'un blocage et de contrôles.

**Une voix:** Il n'a pas eu une idée originale depuis 10 ans.

**M. Stanfield:** Après tout, depuis quelques jours, nous avons vu d'autres signes encourageants de franchise brutale de la part de certains députés libéraux de l'arrière-plan, ceux qui reconnaissent peut-être que leur parti a plus besoin de médication que de méditation.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Je suis sûr que certains d'entre eux regardent les premières banquettes et se demandent comment on peut raisonner de travers à ce point. Si nous avons

[M. Stanfield.]

quelque influence ou quelque effet sur le gouvernement actuel, nous pouvons espérer qu'il reviendra sur sa décision, comme il l'a fait pour tant d'autres choses. Je me demande à quel point la situation devra se détériorer dans l'intervalle, et même si le gouvernement finit par adopter notre position, je me demande à quoi cela servira s'il ne voit vraiment rien de bon dans cette idée?

Certains députés à ma gauche, et plus particulièrement le député de York-Sud (M. Lewis) . . .

**Une voix:** Ils ne sont pas ici.

**M. Stanfield:** Ils ont un représentant ici, monsieur l'Orateur.

**Une voix:** C'est une bonne chose que celui-là ne soit pas chargé de rédiger vos motions.

**M. Stanfield:** Je suis quelque peu intrigué par leurs commentaires sur cette question, car ils semblent hésiter entre la menace et l'appui. C'est l'attitude qu'ils ont adoptée au sujet de la Commission de révision des prix de l'alimentation et je ne sais plus maintenant s'ils sont pour ou contre l'idée. S'ils sont en faveur, je ne sais pas ce qu'ils comptent faire à son sujet, sauf d'attendre bien tranquilles que quelqu'un d'autre fasse quelque chose. En ce qui a trait au coût du logement et aux taux d'hypothèques, il est évident qu'ils estiment que des contrôles sélectifs devraient exister. Le député qui a parlé en leur nom aujourd'hui l'a suggéré. On a répété aujourd'hui que son chef aurait dit qu'il voulait réfléchir un peu plus sur l'idée d'un blocage des prix des aliments. En essayant désespérément de trouver une politique qui paraîtrait quelque peu acceptable, non seulement on finit par tourner en rond, mais on finit par s'égarer.

● (1740)

On a beaucoup parlé aujourd'hui des politiques et des gens qui adoptent des points de vue qui semblent politiquement rentables. Le député de York-Sud adore m'accuser de partager la couche des magnats financiers du pays. Serait-il d'avis que le monde de la finance accueille avec plaisir un blocage ou des contrôles à court terme. Je n'ai pas vu cette idée exprimée ni dans les mémoires des chambres de commerce ni dans celui de l'Association canadienne des manufacturiers.

**Une voix:** Ou du CTC.

**M. Stanfield:** Ou du CTC. Quand il est question d'envisager dans l'intérêt général les terribles problèmes que suscitent le coût de la vie, on devrait se rendre compte que mon parti n'est pas l'instrument rigide que mes collègues à ma gauche voudraient qu'il soit, et il saute aisément aux yeux que leur parti est plus rigide qu'ils ne sont disposés à l'admettre bien qu'il semble s'affoler et donner dans une certaine confusion.

La raison d'être des jours réservés à l'opposition est de mettre à nu les problèmes urgents qui existent au pays. Les débats de ce genre font connaître aux citoyens les positions des divers partis au Parlement, y inclus le gouvernement. Ce dernier ne cesse d'expliquer pourquoi il ne peut rien faire. Compte tenu des politiques qu'il nous propose, je ne vois aucun espoir de ralentissement de ce qui est de toute évidence l'accélération du rythme de l'inflation. De tels débats révèlent l'existence de programmes, la présence de contradictions et le degré de contentement de soi. Nous croyons que ces trois réalités sont parfaitement mises en évidence aujourd'hui. Le programme, c'est nous qui l'avons, les contradictions sont le